

**M. Gillies:** Une dernière question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre des Finances a peut-être mal compris ma question qui n'était pas très compliquée. Qu'est-ce que le ministre entend faire pour améliorer notre balance des paiements et freiner la dévaluation du dollar qui, comme tout le monde le sait, a des effets désastreux sur le taux d'inflation au Canada?

**M. Chrétien:** Monsieur l'Orateur, je m'étonne que le député ne comprenne pas que la dévaluation du dollar rend nos produits plus concurrentiels sur les marchés internationaux. C'est une mesure économique fondamentale. Je serais étonné qu'il ait enseigné autre chose à ses élèves quand il était professeur.

\* \* \*

## LE PROGRAMME DE LUTTE CONTRE L'INFLATION

DEMANDE DE MAINTIEN DE L'ÉQUILIBRE ENTRE LES HAUSSES SALARIALES ET L'AUGMENTATION DU COÛT DE LA VIE ET D'OPPOSITION À LA MAJORATION PROPOSÉE DU PRIX DU PÉTROLE

**M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre des Finances. Sauf au gouvernement, il n'existe aucune autorité, que ce soit le Conference Board, les économistes de l'Université de Toronto ou les syndicats, qui croit que l'on réussira à maintenir l'inflation à 6 p. 100 l'année prochaine. En fait, la plupart d'entre eux parlent d'un minimum de 8 p. 100. Le dégrèvement fiscal que le ministre lui-même a accordé et qui doit atteindre la somme astronomique de \$100 se soldera, compte tenu du taux d'inflation actuel, par une perte nette l'année prochaine de \$350 pour les familles qui touchent un revenu annuel de \$15,000. Le ministre a dit il y a une minute qu'il était prêt à courir le risque. Est-il prêt à ne pas le faire courir aux travailleurs canadiens, à modifier son programme, et à autoriser l'année prochaine des hausses de traitements et de salaires qui soient au moins en rapport avec la hausse du coût de la vie?

● (1427)

[Français]

**L'hon. Jean Chrétien (ministre des Finances):** Monsieur le président, je ne crois pas qu'il soit opportun, à ce moment-ci, de changer notre politique économique. Je suis évidemment déçu du taux d'inflation de ce mois-ci. Par contre, il aurait été beaucoup plus facile de régler ce problème si nous avions pu au cours du mois d'août dernier obtenir la collaboration volontaire du secteur des affaires du travail pour permettre aux Canadiens de gagner une position concurrentielle plus enviable. Malheureusement, le monde du travail n'a pas voulu collaborer avec le gouvernement.

[Traduction]

**M. Broadbent:** Monsieur l'Orateur, le ministre a au moins de la suite dans les idées. Les libéraux ne laissent jamais les faits faire obstacle à leurs politiques. Le gouvernement a déjà convenu d'autoriser les sociétés pétrolières à hausser de un dollar le prix du baril de pétrole à compter du 1<sup>er</sup> janvier prochain. Cela se traduira par une augmentation des frais de tous les Canadiens qui utilisent une voiture ou qui chauffent une maison. S'il faut en croire l'expérience passée, cela se

## Questions orales

traduira également par la perte de quelque 25,000 à 30,000 emplois. Le ministre va-t-il prendre des mesures maintenant pour bloquer la hausse du prix du pétrole prévue pour le 1<sup>er</sup> janvier prochain?

**M. Chrétien:** Monsieur l'Orateur, cette politique a été établie il y a longtemps. Lorsque les membres de l'OPEP ont haussé les prix du pétrole, nous avons décidé, de façon à éviter aux Canadiens le choc de cette hausse en une seule fois, de répartir cette hausse sur plusieurs années. Nous devons respecter maintenant cette décision que tous les députés ont approuvée.

**M. Broadbent:** Monsieur l'Orateur, le ministre a tout simplement tort. L'augmentation des prix a été approuvée par le gouvernement. Elle est donc le fait du gouvernement et non de l'opposition. Le ministre est-il disposé à confirmer que l'augmentation des prix haussera les profits des sociétés pétrolières de centaines de millions de dollars, ce dont elles n'ont pas un besoin urgent? Cette augmentation résultera également en une hausse de 1 p. 100 du coût de la vie et en la disparition de vingt-cinq ou trente mille emplois au Canada.

**M. Chrétien:** Monsieur l'Orateur, je me souviens qu'il n'y a pas si longtemps, le premier ministre de la Saskatchewan, M. Blakeney, insistait pour que le gouvernement fédéral adopte le prix international du pétrole.

**Des voix:** Bravo!

**M. Chrétien:** Je proposerais au député d'en parler à M. Blakeney.

\* \* \*

● (1432)

[Français]

## L'AGRICULTURE

ON DEMANDE POURQUOI SONT RETARDÉS LES SUBSIDES À CERTAINS PRODUCTEURS DE LAIT NATURE—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

**M. Gilles Caouette (Témiscamingue):** Monsieur le président, ma question s'adresse . . .

**M. l'Orateur:** A l'ordre . . .

**M. Caouette (Témiscamingue):** Monsieur le président, il semble bien difficile de garder le silence à la Chambre ou du moins de captiver l'attention des députés en cette enceinte.

J'aimerais poser une question à l'honorable ministre de l'Agriculture et, en son absence, à son secrétaire parlementaire. A la suite des problèmes des producteurs de lait nature qui ont des difficultés à obtenir leur chèque de subventions depuis le mois de mai, le président de la Commission canadienne du lait écrivait dernièrement à mon collègue de Kamouraska que tant et aussi longtemps qu'on accusait les gens de la Fédération et qu'on disait qu'ils avaient fait de fausses représentations, à cause de ces raisons, les chèques ne seraient pas expédiés.

Le secrétaire parlementaire pourrait-il dire si l'attitude du gouvernement et de la Commission canadienne du lait est changée et ce qu'il entend faire dans ce cas précis?